



***LE PEUPLE ROYALISTE EN ARMES.
MILICES ET TERREUR BLANCHE
PENDANT LES RESTAURATIONS À NAPLES (1799),
DANS LE MIDI DE LA FRANCE (1815)
ET À MADRID (1823)***

Álvaro PARÍS MARTÍN

Pendant les Restaurations dans l'Europe méridionale, les royalistes ont fait appel à l'armement populaire pour canaliser l'élan antirévolutionnaire. Les bataillons de volontaires royaux, miquelets et compagnies secrètes ont permis le rétablissement de la monarchie, mais en libérant des forces sociales novatrices. Le royalisme populaire fut l'expression d'une violence punitive contre les élites qui obligea les États restaurés à négocier pour reprendre le contrôle de la situation. Cet article analyse la relation entre les milices royalistes, la Terreur blanche et la politisation populaire à partir des Restaurations de 1799 à Naples, de 1815 dans le Midi de la France et de 1823 à Madrid.

Mots-clés : Royalisme populaire, Contre-Révolution, Restauration, Milice, Garde nationale.

Introduction¹

La prise d'armes fut un facteur essentiel de politisation populaire dans le contexte de guerre civile quasi permanente qui caractérise la sortie de l'Ancien Régime des deux côtés de l'Atlantique. Parallèlement aux citoyens-combattants de la tradition républicaine, milices, guérillas et forces irrégulières contre-révolutionnaires ont joué un rôle tout aussi décisif dans l'apprentissage de la politique à « l'ère des révolutions » (1789-1848)².

Les forces sociales qui se sont opposées à la Révolution ont montré une remarquable capacité d'innovation³. Les monarchies ont appelé à l'armement des couches populaires, en essayant d'encadrer l'élan antirévolutionnaire à travers la formation de milices et de bandes armées. Ces corps ont dans un premier temps suivi les modèles d'encadrement militaire propres à l'Ancien Régime (milices urbaines municipales, miquelets ou même armées privées), en respectant les hiérarchies traditionnelles et les liens de subordination clientélares et corporatifs. Cependant, la prise d'armes déclencha des phénomènes sociaux inédits qui ont contribué à la désarticulation définitive de l'Ancien Régime⁴.

Dans le but d'ébaucher un premier bilan comparatif, ce texte aborde la formation des milices royalistes au cours de trois restaurations dans le sud de l'Europe : celles de juin 1799 à Naples, de juillet 1815 dans le Midi de la France et de mai 1823 à Madrid⁵. Pourquoi choisir ces dates en particulier au lieu de comparer les restaurations de 1814-1815 pour les

(1) Ce travail s'insère dans le cadre du projet de recherche « Les couches populaires et la tentation de l'extrême droite : une approche interdisciplinaire » dirigé par Jean-Philippe Luis à la Maison de Sciences de l'Homme de l'Université Clermont Auvergne (USR 3550). Nous avons aussi pu compter sur le soutien du projet « Nuevas perspectivas de historia social en la ciudad de Madrid y sus áreas de influencia » (HAR2014-53298-C2-2-P) du Ministère de l'Économie et de la Compétitivité d'Espagne. Je voudrais remercier Quentin Rodriguez, Arnaud Pierre, Mathieu Aguilera et Andoni Artola pour la correction du manuscrit, ainsi que Jean-Philippe Luis, Philippe Bourdin, Pierre-Marie Delpu et les trois rapporteurs anonymes des *AHRF* pour leurs remarques et commentaires.

(2) Laurent BOURQUIN, Philippe HAMON, Alain HUGON et Yann LAGADEC (dir.), *La politique par les armes. Conflits internationaux et politisation (XV^e-XIX^e siècle)*, Rennes, PUR, 2014 ; Pedro RÚJULA, « La guerra como aprendizaje político. De la Guerra de la Independencia a las guerras carlistas », dans *El carlismo en su tiempo : geografías de la contrarrevolución*, Pamplona, Gobierno de Navarra, 2008, p. 41-63.

(3) Pedro RÚJULA et Francisco Javier RAMÓN (dir.), *El desafío de la revolución : reaccionarios, antiliberales y contrarrevolucionarios (siglos XVIII y XIX)*, Granada, Comares, 2017 ; Jean-Philippe LUIS et Andoni ARTOLA (dir.), *Transferts culturels et politiques entre révolution et contre-révolution en Europe (1789-1840)*, *Siècles*, n° 46, 2016.

(4) Simon SARLIN, « Arming the People against Revolution : Royalist Popular Militias in Restoration Europe », *varia Historia*, 35 (67), 2019, p. 177-208.

(5) Jean-Claude CARON et Jean-Philippe LUIS (dir.), *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe postnapoléonienne (1814-1830)*, Rennes, PUR, 2015 ; Juan Luis SIMAL,



trois contextes ? Le choix est loin d'être aléatoire. Nous nous intéressons à l'analyse des épisodes les plus violents et conflictuels qu'a connus chacun de ces espaces sur cette longue séquence post-révolutionnaire (1789-1848), autant de moments au cours desquels le débordement populaire et les déchaînements de violence furent les plus marquants.

La France et l'Espagne connurent deux restaurations pendant la période retenue et le royaume de Naples en connut quatre (1799, 1815, 1821 et 1849)⁶. Néanmoins, la restauration napolitaine de 1815 fut le résultat d'un traité qui cautionnait le passage consensuel de l'État muratien à l'État bourbon et, en tant que telle, elle n'a pas constitué une transition dramatique donnant lieu à une lutte fratricide⁷. Pour sa part, l'absolutisme espagnol fut rétabli en 1814 par un coup d'État qui compta sur l'appui de la majorité de l'armée, ce qui permit au roi la répression brutale et fulminante de l'opposition politique sans éprouver pour autant le besoin d'armer les couches populaires et évitant le déchaînement de la guerre civile⁸. Par contre, les trois restaurations choisies (1799 à Naples, 1815 dans le Midi et 1823 à Madrid) se déployaient sur une même toile de fond : celle de l'effondrement de l'État, de la guerre civile et d'un énorme vide de pouvoir, facteurs qui ouvrirent un contexte propice à l'émergence de la violence populaire. Celles-là sont, selon notre point de vue, les conditions pour la formation des milices royalistes visant à canaliser et institutionnaliser cette violence venue d'en bas.

Par ailleurs, les trois épisodes ont été accompagnés d'interventions militaires étrangères qui ont fait basculer les rapports de pouvoir internes en faisant éclater des conflits larvés. Lors de chaque période de restauration, les bases sociales de la monarchie sont demeurées faibles. Une partie de l'armée, des employés de l'administration et des élites avaient en effet soutenu les régimes déposés. Dans ce contexte d'incertitude, de

« "Strange Means of Governing" : The Spanish Restoration in European Perspective (1813-1820) », *Journal of Modern European History*, 15, 2017, p. 197-220.

(6) Carmine PINTO, « Guerras europeas, conflictos civiles, proyectos nacionales. Una interpretación de las restauraciones napolitanas (1799-1866) », *Pasado y memoria*, 13, 2014, p. 95-116.

(7) Le souci majeur du traité de Casalanza fut « d'empêcher que le nouveau retour des Bourbons puisse se transformer en un deuxième carnage [comme celle de 1799] ». Luca DI MAURO, *Le secret et polichinelle. Cultures et pratiques de la clandestinité politique à Naples au début du XIX^e siècle (1799-1821)*, Thèse de doctorat de l'université de Paris 1, 2015, p. 431 ; Pierre-Marie DELPU, « De l'État muratien à l'État Bourbon : la transition de l'appareil étatique napolitain sous la Restauration (1815-1830) », dans Jean-Claude CARON et Jean-Philippe LUIS (dir.), *Rien appris, rien oublié ?*, op. cit. p. 37-50.

(8) Emilio LA PARRA, « La Restauración de Fernando VII en 1814 », *Historia Constitucional*, 15, 2014, p. 205-222 ; Pedro RÚJULA, « El mito contrarrevolucionario de la Restauración », *Pasado y memoria*, 13, 2014, p. 79-94.

méfiance et de dépendance militaire vis-à-vis de l'extérieur, la mobilisation des couches populaires devenait ainsi un élément essentiel. Les troupes étrangères d'occupation – telles les Autrichiennes et Anglaises dans le Midi de 1815 et Françaises dans l'Espagne de 1823 – ont essayé de modérer la répression fratricide envers les adversaires politiques. Pour les royalistes « exaltés », les milices populaires seraient une alternative à ces armées étrangères qui menaçaient l'indépendance nationale⁹. Ceux qui avaient été traditionnellement exclus de la politique furent alors enrôlés au secours de la monarchie, tandis que l'image du bon peuple catholique, royaliste et fidèle fut mobilisée comme antidote face à la révolution.

Dans le but de rendre plus facile la compréhension de ces trois épisodes, qui ne sont pas forcément connus, nous présenterons dans un premier temps chaque contexte régional, pour les intégrer ensuite dans une analyse comparative d'ensemble.

Les patrouilles royalistes dans le Royaume de Naples en 1799

A lu suono da viuline, morte alli giacobine !¹⁰

Le premier élément partagé par les trois restaurations est celui de l'effondrement institutionnel et l'image de chaos, de violence et d'incertitude. Le vide du pouvoir et l'instabilité créèrent la sensation angoissante d'un horizon imprévisible, un scénario incertain dans lequel les acteurs devaient faire face à la pluralité des possibles¹¹. Pendant la première moitié de l'année 1799, Naples avait vécu sous trois régimes différents, éprouvé « deux anarchies populaires, deux incursions, deux pillages et deux guerres à l'intérieur de la ville »¹². En décembre 1798, l'armée du Royaume de Naples – qui luttait contre les armées françaises aux côtés des troupes autrichiennes et de la flotte britannique – fut battue par le général Championnet à Rome. Face à l'avancée des ennemis, Ferdinand IV abandonna la capitale pour se réfugier en Sicile, laissant derrière lui un

(9) Dans le Midi français, les troupes étrangères furent employées pour réprimer les excès royalistes. Ernest DAUDET, *La Terreur blanche. Épisodes et souvenirs de la réaction dans le Midi en 1815*, Paris, 1878, p. 125-138 et 254-257. Pour le rôle modérateur de l'armée française en Espagne, voir Gonzalo BUTRÓN PRIDA, *La ocupación francesa de España (1823-1828)*, Universidad de Cádiz, 1996.

(10) « Au son du violon, mort aux jacobins ». Vers de la *Carmagnola*, chanson populaire des sanfedistes.

(11) Emmanuel FUREIX et Judith LYON-CAEN (dir.), Dossier « 1814-1815. Expériences de la discontinuité », *Revue d'Histoire du XIX^e siècle*, 49, 2014.

(12) Carlo DE NICOLA, *Diario Napoletano*, Naples, Società napoletana di storia patria, 1906, vol. 1, p. 190.



vicaire sans autorité et fortement contesté par la noblesse citadine¹³. Le vide du pouvoir fut rempli par le peuple qui se souleva contre l'armée française, s'empara des armes dans les casernes et prit le contrôle militaire de la ville pendant neuf jours¹⁴.

Les *lazzaroni* – image stéréotypée des couches populaires napolitaines – se sentaient responsables du retour de *leur* roi face à la trahison des autorités et des élites¹⁵. Comme le souligne Cuoco : « le peuple se croyait trahi par le vicaire, par la *Città*, par les généraux, par les soldats, par tout le monde »¹⁶. La *vacatio regis*, la situation inconcevable du corps social sans tête, déclencha une crise de souveraineté résolue par l'irruption violente du peuple en armes.

La résistance des *lazzaroni* fut écrasée après la trahison de leurs leaders, ce qui alimenta les rumeurs d'une grande conspiration selon laquelle les *signore*, les étrangers et les riches avaient trahi le roi, tandis que « seul le peuple est fidèle et tous les *gentiluomini* du Royaume sont des jacobins »¹⁷. La défaite royaliste déclencha une brève expérience républicaine soutenue par les troupes françaises (entre janvier et juin 1799) tandis que la résistance contre la république parthénopeenne se consolidait en milieu rural¹⁸. Finalement, le cardinal Ruffo réussit à unifier les guérillas constituées dans le *Mezzogiorno*, formant une « armée de la Sainte Foi » qui écrasa militairement la République. Mais lorsqu'en juin 1799 les armées *sanfedisti* prirent la ville de Naples pour restaurer la monarchie, la population fidèle au roi était déjà organisée à travers des milices et sociétés royalistes qui combattaient dans les rues à côté des bandes calabraises. La prise d'armes avait été intériorisée et ajoutée aux répertoires d'action collective.

Les bandes calabraises de Ruffo s'installèrent dans la ville de Naples pour former la colonne vertébrale de la restauration bourbonnienne, atteignant un total de 6 000 soldats. Cette présence était censée être provisoire jusqu'à la reconstruction de l'armée et la formation d'une

(13) John A. DAVIS, *Naples and Napoleon: Southern Italy and the European Revolutions, 1780-1860*, Oxford, OUP, 2006.

(14) Pietro COLLETTA, *Storia del reame di Napoli*, Capolago, Tipografia Elvetica, 1834, Tome 1 ; Pietro Abondio DRUSCO, *Anarchia popolare di Napoli dal 21 dicembre 1788 al 23 gennaio 1799*, Napoli, Stabilimento Tip. del Comm G. De Angelis, 1884, p. 22-26.

(15) Francesco BENIGNO, «Trasformazioni discorsive e identità sociali : il caso dei lazzari », *Storica*, 31, 2005, p. 7-44.

(16) Vincenzo CUOCO, *Saggio storico sulla Rivoluzione napoletana del 1799*, Milano, 1806, p. 94.

(17) Pietro COLLETTA, *Storia del reame*, op. cit., p. 316.

(18) Anna Maria RAO (dir.), Dossier « L'Italie du Triennio révolutionnaire 1796-1799 », *AHRF*, 313, 1998-3.

milice urbaine. Ces *truppe a massa* étaient des unités irrégulières recrutées et financées par des chefs locaux (*capomassa*) et alimentées par la situation de crise et d'agitation sociale dans les campagnes calabraises¹⁹. Leur structure interne était très diverse : certaines ressemblaient à des unités militaires régulières tandis que d'autres n'étaient que des bandes avec une organisation et une hiérarchisation interne très rudimentaire²⁰.

À côté des compagnies de l'armée de Ruffo, on trouve aussi des bandes recrutées par les sociétés royalistes locales qui patrouillaient dans les rues pour surveiller les quartiers²¹. Pendant la période républicaine, les *glubi* et *unioni realiste* – sociétés secrètes qui encadraient les militants pour la circulation d'informations, la propagande et l'agitation – ont continué à recruter et financer des milices, en attendant le moment de tenter un coup de force. Une des plus célèbres fut l'*unione* de Salvatore Bruno, marchand verrier du quartier de la Porta di San Gennaro populairement connu comme « il Cristallaro », qui participa activement à la prise militaire de la ville²².

Les sociétés royalistes avaient une composition interclassiste avec une forte présence populaire. Elles recrutaient des sujets provenant de tous milieux « sans aucune distinction de classe », des nobles aux *macaronari* (marchands ambulants de pâtes) en passant par les classes moyennes, formant « un échantillon parfait de la société napolitaine du XVIII^e siècle »²³. Dans l'*unione* du duc de Spezzano, par exemple, on trouve des tailleurs, des vendeurs, des bonnetiers, des forgerons, des menuisiers, des perruquiers, des *maccaronari*, des artisans du cuivre, des porteurs, des cuisiniers ou des peintres²⁴. Par ailleurs, de nombreux *capi* royalistes étaient d'extraction populaire, comme le meunier Giuseppe *il Paggio*, un des leaders élus par le peuple pendant le soulèvement contre Championnet,

(19) Anna Maria RAO (dir.), *Folle controrivoluzionarie. Le insorgenze popolari nell'Italia giacobina e napoleonica*, Rome, Carocci, 2004 ; Nicolas CADET, « Les soulèvements populaires de 1799 et 1806 dans le royaume de Naples : insurrections nationales ou guerre sociale ? », dans *La politique par les armes...*, op. cit., p. 201-218 ; Anna Maria RAO, « Le insorgenza fra storia e storiografia », dans Angelo MASSAFRA (dir.), *Patrioti e insorgenti in provincia : il 1799 in terra di Bari e Basilicata*, Bari, Edipuglia, 2002, p. 51-76.

(20) Emilio GIN, *Santa Fede e congiura antirepublicana*, Adriano Gallina, Napoli, 1999.

(21) Luca Di MAURO, « Le rôle de la populace napolitaine dans le sort de la Capitale en 1799 », manuscrit inédit [en ligne] : <https://univ-amu.academia.edu/LucaDiMauro> [consulté le 14 novembre 2017], p. 8.

(22) Emilio GIN, *Santa Fede...*, p. 158-165 ; Nello RONGA, *Il 1799 in terra di lavoro. Una ricerca sui comuni dell'area aversana e sui realisti napoletani*, Napoli, Vivarium, 2000, p. 134-135 et Pietro COLLETTA, *Storia del reame*, op. cit., p. 385.

(23) Emilio GIN, *Santa Fede*, op. cit. p. 118.

(24) Pour la liste complète voir Emilio GIN, op. cit. p. 134-135. Il faut cependant prendre cette information avec des précautions parce qu'il s'agit des listes élaborées pour les meneurs des sociétés après la Restauration, dans un contexte où ils essayaient de montrer leurs mérites face à la monarchie.



et qui, après la restauration, dirigeait une compagnie de plus de 200 hommes dans le quartier du Mercato²⁵. Plusieurs des *unioni* comptaient des centaines d'affiliés et ses agents « prêchaient » dans les boutiques, les ateliers et les rues pour enrôler des nouveaux membres²⁶. Les réseaux familiaux, de quartier ou de métier étaient les bases du recrutement, tandis que les *capi* royalistes agissaient comme des petits « notables de quartier » insérés dans la société populaire²⁷.

Au lendemain de la restauration, les troupes calabraises et les milices royalistes se livrèrent à toutes sortes d'excès contre les individus suspects de sympathiser avec les patriotes. Les exactions, pillages et violences contre les républicains ciblaient aussi la bourgeoisie urbaine des propriétaires et négociants, étant donné que parmi la plèbe on disait que « tous ceux qui s'habillaient en redingote étaient des *giacobini* »²⁸. Cette « anarchie populaire » durant, les maisons des suspects furent saccagées et des exactions furent imposées contre des riches. Les biens de ceux-ci servirent à financer les patrouilles royalistes. Pour le petit peuple « le riche, le noble et l'homme civilisé était républicain ou, comme ils disaient, *i giacobini* ; et tout le monde était exposé aux insultes [...] à l'injustice et aux vols de la populace effrénée »²⁹. Le peuple royaliste identifia ses ennemis avec les *giamberghe* (redingotes) et les *galantuomini* qui avaient soutenu la République, voyant dans leur défaite « une occasion pour améliorer leur position sociale à travers l'alliance avec la couronne contre les "couches intermédiaires" »³⁰.

Comme s'en plaignait le directeur de la police Antonio della Rossa, il se trouvait face à « une ville toute armée, parmi un peuple plein de fureur » et « des *truppe a massa* incapables de subordination, se dédiant à la rapine et aux pillages »³¹. Dans ce contexte d'insécurité, les policiers étaient souvent « forcés de reculer face aux *comitive de lazzari et sanfedisti* » qui leur disputaient le monopole de l'ordre public³².

(25) Nello RONGA, *Il 1799*, op. cit. p. 141 ; Pietro COLLETTA, *Storia del reame*, op. cit. p. 316.

(26) Nello RONGA, *Il 1799*, op. cit. p. 141.

(27) Ignazio di Lauro, *capo de l'unione* de Bruno, était « inséré dans le tissu social de la ville » et profita « ses contacts et son prestige parmi les gens du peuple ». Emilio GIN, *Il 1799*, op. cit. p. 162.

(28) Pietro Abondio DRUSCO, *Anarchia popolare*, op. cit., p. 33.

(29) Diomede MARINELLI, *La caduta di Napoli*, Napoli, La città del sole, 1998, p. 6-7.

(30) Luca DI MAURO, *Le secret et polichinelle*, op. cit., p. 176.

(31) Archivio di Stato di Napoli [ASN], Esteri, busta 3595, lettre d'Antonio della Rossa à Emmanuele Parisi, 29 septembre 1799.

(32) Luca DI MAURO, *Le secret et polichinelle*, op. cit., p. 175.

Volontaires royaux et compagnies secrètes dans le Midi de la France en 1815

*Vivo lou Rei ! Au boïou lei castagné !*³³

L'incertitude éprouvée par les Napolitains nous rappelle la situation vécue en France entre avril 1814 et juillet 1815, lorsque trois changements de régime se succédèrent en quinze mois. Si pendant la première restauration de Louis XVIII (avril 1814 - mars 1815) l'idée de réconciliation et de modération s'était imposée malgré l'opposition des ultras, lors du retour de Napoléon et de l'expérience traumatique des Cent-Jours, le rapport de force fut renversé. Pendant la parenthèse impériale, les bonapartistes les plus déterminés et d'anciens révolutionnaires avaient intégré la milice des fédérés, déployant des violences et persécutions contre les royalistes qui réveillèrent la mémoire de la Terreur de l'an II³⁴.

À la veille de la première abdication de Napoléon (mars 1814), le roi avait investi le duc d'Angoulême des pouvoirs extraordinaires pour former un gouvernement provisoire dans le Midi, diriger la résistance, lever des troupes et révoquer les officiers impériaux³⁵. La monarchie fut restaurée un mois plus tard et le duc renonça à ses pouvoirs, mais il allait les reprendre à deux reprises au cours des événements à venir. Lors du débarquement de Napoléon à Golfe-Juan (1^{er} mars 1815), le duc d'Angoulême organisa la résistance dans le Midi dans l'exercice de ses fonctions extraordinaires. Après son échec, il se réfugia à Madrid où se constitua un exil ultra parallèle à celui de Louis XVIII à Gand. À la suite de la défaite de Waterloo, Angoulême franchit la frontière et organisa le troisième gouvernement du Midi avec Toulouse comme capitale. Il rassembla autour de lui les ultraroyalistes, aviva un sentiment anti-centraliste toujours latent dans le sud et nomma des autorités provisoires à tous les échelons de l'administration³⁶. Les préfets et commandants

(33) Provençal : « Vive le Roi ! Au bourreau les bonapartistes ! ». Les bonapartistes étaient appelés *castagniers* en Provence : « Qu'est-ce qu'un *castagnier* ? C'est un complice de l'ogre de Corse, un monstre, un scélérat, enfin un bonapartiste, qu'on appelle *castagnier* parce que tous les bonapartistes sont Corses, et que tous les Corses se nourrissent de châtaignes ». Jacques BOUCHER DE PERTHES, *Sous dix rois : Souvenirs de 1791 à 1860*, Paris, 1863, vol. 3, p. 274.

(34) Robert ALEXANDER, *Bonapartism and Revolutionary Tradition in France : The Fédérés of 1815*, Cambridge CUP, 2002 ; *Re-Writing the French Revolutionary Tradition : Liberal Opposition and the fall of the Bourbon Monarchy*, Cambridge, CUP, 2003.

(35) Emmanuel DE WARESQUIEL, *Les Cent-Jours : la tentation de l'impossible*, Paris, Fayard, 2008 ; Henry HOUSSAYE, *1815*, Tome I, Paris, Perrin, 1893.

(36) Pierre TRIOMPHE, *1815 : La Terreur blanche*, Toulouse, Privat, 2017, p. 161-163 ; Brian FITZPATRICK, *Catholic Royalism in the Department of the Gard 1814-1852*, Cambridge, CUP, 1983,



militaires nommés par le roi qui n'avaient pas été sanctionnés par les ultras n'étaient souvent que des autorités « nominales » sans aucun pouvoir effectif.

Le pouvoir d'Angoulême reposait sur un réseau informel de sociétés secrètes et comités royalistes locaux, qui avaient reconnu son autorité au fur et à mesure que la Restauration était proclamée sur le terrain. Face à l'effondrement des structures administratives, la paralysie des institutions et la fuite des magistrats et des forces de l'ordre, les soulèvements royalistes mirent en scène une « appropriation populaire de souveraineté » à travers l'occupation symbolique de l'espace urbain³⁷. La violence et les vengeances particulières remplirent le rôle de la justice ordinaire, étant donné que le peuple royaliste avait perdu la confiance dans les institutions et exerçait une justice punitive « d'en bas », s'accrochant à l'image d'« un roi vengeur dont ils vont faire l'instrument de leur revanche sur les élites révolutionnaires, parfois protestantes, devenues bonapartistes »³⁸.

L'étude des sociétés secrètes royalistes – comme les Chevaliers de la foi et les Francs Régénérés – reste difficile, parce que les récits littéraires et les théories du complot se mêlent aux descriptions plus nuancées³⁹. Bien que plus restreintes et élitistes que leurs homologues napolitaines, certaines associations étaient « ouvertes socialement, favorisant la convergence entre différentes classes sociales »⁴⁰. À Bordeaux, par exemple, trois sociétés auraient regroupé plus de « 1 000 individus de toutes les classes, et principalement celle des artisans »⁴¹.

Cependant, c'est au sein des milices clandestines qu'on trouve le relais entre les élites royalistes et les couches populaires. Comme à Naples, les premières compagnies secrètes furent recrutées à l'initiative des comités royalistes et financées par les notables locaux. Sur la base de ces bandes, Angoulême recruta des volontaires royaux en vertu de ses pouvoirs extraordinaires pendant ses trois périodes de gouvernement dans le Midi. Si en avril 1814 il lève une petite force de 1 800 volontaires, en

p. 36 ; Emmanuel DE WARESQUIEL, *Les Cent-Jours*, *op. cit.* p. 520 ; Robert ALEXANDER, *Bonapartism...*, *op. cit.* p. 229-230.

(37) Emmanuel FUREIX, « Police des signes, ordre et désordre urbains en temps de crise (1814-1816) », *Histoire urbaine*, n° 43, 2015, p. 165.

(38) Emmanuel DE WARESQUIEL, *Les Cent-Jours*, *op. cit.*, p. 519.

(39) Paul CHOPÉLIN, *Ville patriote, ville martyre. Lyon, l'Église et la Révolution, 1788-1805*, Paris, Letouzey et Ané, 2010 ; Pierre TRIOMPHE, « S'insurger ou convaincre. La contribution des sociétés secrètes royalistes à la politisation du Midi de la France (1799-1832) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° HS 7, 2011-3, p.15-28.

(40) Pierre TRIOMPHE, *1815 : La Terreur blanche*, *op. cit.*, p. 171.

(41) *Ibid.*, p. 36.

mars 1815 la mobilisation atteint les 8 000 hommes. Ils provenaient surtout des départements méditerranéens (Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault et Var) et des vallées du Rhône et de la Garonne, bastions du royalisme populaire⁴². Mais il fallut attendre juin 1815, lorsque l'opposition à Napoléon prit un tour populaire, pour observer une affluence massive de volontaires. Avec quelques exceptions comme les étudiants en droit, les volontaires du Midi étaient majoritairement des paysans et des ouvriers ; un « petit peuple royaliste » qui reflétait la diversité socioprofessionnelle des départements méridionaux. À Toulouse on trouve des artisans des métiers traditionnels (tailleurs, tourneurs, cordonniers ou chapeliers) aussi bien que des valets, perruquiers et porteurs ; tandis qu'à Marseille prédominent les travailleurs du port, les tonneliers ou les portefaix ; et dans le Gard les ouvriers de l'industrie du textile et les travailleurs ruraux⁴³. Les contemporains méprisaient les volontaires comme la « dernière classe », « la lie du peuple », la « canaille » ou les « paysans armés », et affirmaient qu'ils « n'avaient point de chemises, leurs pantalons étaient en loques » et « beaucoup d'entre eux reçurent, pour tout uniforme, une fleur de lys de drap rouge »⁴⁴. Au-delà de la panique sociale des élites, il est vrai que les volontaires « appartiennent bien pour l'essentiel aux milieux prolétaires urbains » et « exercent des métiers durement touchés par les évolutions économiques », de sorte que « leur engagement royaliste serait ainsi la résultante d'une protestation contre la dégradation de leur situation économique »⁴⁵.

Le recrutement des volontaires répondait à des logiques régionales. À Nîmes, un des cas les plus intéressants, la Terreur blanche de 1815 fut la conséquence d'un large cycle conflictuel, dont le « traumatisme fondateur » avait été la *bagarre* de 1790, lorsque les affrontements entre la

(42) *Ibid.*, p. 39 et 71-73. Pour suivre les levées de 1814 et 1815 dans le Toulousain : AD Haute-Garonne, 4R5 et 4R7.

(43) Pierre TRIOMPHE, « Au nom de Dieu, du Roi et de tous les miens. Imaginaire, sociabilité et expressions politiques des classes populaires royalistes dans la France méridionale (1800-1851) », *Annales du Midi*, vol. 123, n° 274, 2011, p. 209. Pour Toulouse, David HIGGS, *Ultraroyalism in Toulouse. From its origins to the revolution of 1830*, Maryland, John Hopkins, 1973 ; ID., « Lower-Class Royalism in Toulouse, 1789-1820 », *Historical Papers / Communications historiques*, vol. 6, 1971-1, p. 84-93 ; Ronald AMINZADE, *Class, Politics, and Early Industrial Capitalism: A Study of Mid-Nineteenth-Century Toulouse, France*, Albany, State University of New York Press, 1981. Pour Marseille, William H. SEWELL, « La classe ouvrière de Marseille sous la II^{ème} République », *Le mouvement social*, 76, 1971, p. 27-65. Pour Nîmes et Uzès, Valérie SOTTOCASA, *Mémoires affrontées. Protestants et catholiques face à la Révolution dans les montagnes du Languedoc*, Rennes, PUR, 2004.

(44) Pierre TRIOMPHE, *1815 : La Terreur blanche*, op. cit., p. 71, n.19 ; Henry HOUSSAYE, *1815*, Tome I, Paris, Perrin, 1893, p. 412.

(45) Pierre TRIOMPHE, « S'insurger ou convaincre... », art. cit., p. 23.



Garde nationale protestante et les milices catholiques firent 300 victimes⁴⁶. En 1790, la Garde nationale nîmoise était composée majoritairement d'une élite protestante liée à la bourgeoisie textile, qui avait été exclue des emplois publics avant la Révolution. La situation dégénéra quand François Froment organisa une milice parallèle composée de catholiques, avec une forte présence d'ouvriers du textile⁴⁷. Les conflits salariaux se mêlaient aux tensions confessionnelles, et les catholiques regardaient la milice protestante comme l'incarnation des intérêts des fabricants, « des patrons refusant de les embaucher ou des ouvriers [protestants] auxquels on donne la préférence »⁴⁸. Les milices de Froment formèrent la base d'une contre-révolution populaire nourrie du sentiment antiprotestant. Ces miliciens catholiques étaient connus comme *cébets* (littéralement « mangeurs d'oignons »), terme occitan utilisé pour mépriser les gens du peuple.

L'objectif des ultras nîmois n'était pourtant pas de lever et de financer une armée secrète, mais de prendre l'ascendant sur la Garde nationale. Pour cela, ils visaient à la transformer en une milice composée intégralement de troupes catholiques, proches des positions des ultras. L'incarnation de ce projet était François Froment, qui proposa au roi après la Restauration de 1814, de « s'occuper de l'organisation d'un million de Gardes nationales » et « d'organiser, d'affilier, de diriger secrètement toutes les sociétés royalistes du Midi pour surveiller les bonapartistes »⁴⁹. L'homme qui avait défié le contrôle protestant sur la Garde nationale nîmoise en 1790, fut le pionnier de l'organisation des bataillons de miquelets en 1814⁵⁰. Mais le « plan de Froment » ne fut pas mis en œuvre avant la seconde Restauration de juillet 1815, alors que « les Cent-Jours donnèrent aux ultras l'arme indispensable dont ils avaient manqué en 1790 et 1814 : le contrôle de la Garde nationale »⁵¹. L'intégration des miquelets dans une

(46) Gwynne LEWIS, *The second Vendée : the continuity of counter-revolution in the department of the Gard (1789-1815)*, Oxford, Clarendon Press, 1978, p. 1-40 et Valérie SOTTOCASA, *Mémoires affrontées, op. cit.*, p. 37-58.

(47) Valérie SOTTOCASA, « La Garde nationale, enjeu politique et religieux dans le Midi de la frontière confessionnelle », dans Serge BIANCHI et Roger DUPUY (dir.), *La Garde nationale entre Nation et peuple en armes*, Rennes, PUR, 2006, p. 201-222.

(48) Valérie SOTTOCASA, « Protestants et catholiques face à la Révolution dans les montagnes du Languedoc », *AHRF*, 355, 2009-1, p. 101-123.

(49) Lettre de Froment à Blacas cité par Brian FITZPATRICK, *op. cit.*, p. 34.

(50) Gwynne LEWIS, *The second Vendée, op. cit.*, p. 169-170. Voir du même auteur, « La terreur blanche et l'application de la loi Decazes dans le département du Gard (1815-1817) », *AHRF*, 176, 1964-2, p. 174-193.

(51) ID., *The second Vendée, op. cit.*, p. 185. Les tentatives royalistes pour contrôler la garde nationale ont connu également un certain succès pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire.

milice homogène du point de vue politique et confessionnel montrait l'habileté des ultraroyalistes à adopter et s'approprier des instruments et des institutions issues de la Révolution⁵². Les responsables des massacres de la Terreur blanche – comme la légendaire bande de Trestailons – furent acceptés au sein de la Garde nationale, mais en préservant leur autonomie et en formant deux compagnies indépendantes connues comme le *bataillon des miquelets*⁵³.

À Toulouse, les ultras essayèrent d'appliquer le même modèle en intégrant les compagnies secrètes dans la Garde nationale, mais au sein d'un bataillon autonome. Les *verdets* – ainsi nommés en raison de la couleur verte de la livrée du comte d'Artois qu'ils portaient sur leurs uniformes – comptaient plus de 600 hommes financés par le comité royaliste local. Lors de la Restauration de juillet 1815, ils exigèrent que leurs compagnies soient régularisées afin de recevoir la solde et les uniformes sur les fonds publics, mais sans perdre leur autonomie ni renoncer à leurs chefs⁵⁴. Les autorités nommées par le roi – les gouverneurs de la division militaire Pérignon, le commandant du département Ramel et le nouveau préfet Rémusat – refusèrent de les intégrer comme une unité indépendante, en leur proposant toutefois de s'enrôler individuellement pour se mêler au reste des corps ou bien de s'incorporer aux nouveaux régiments militaires en formation. La situation dégénéra avec la nomination de de Malaret – ancien maire de Toulouse pendant les Cent-Jours – comme président du collège électoral⁵⁵ :

« Le bas peuple de Toulouse fit éclater aussi son mécontentement, en voyant que l'on maintenait dans les emplois publics les mêmes hommes qui les avaient obtenus du gouvernement impérial : rien n'est changé, disait-il »⁵⁶.

Le 8 août, les *verdets* firent irruption lors d'une revue de la Garde nationale et exigèrent sans succès au maréchal Pérignon « une solde, des

Voir Colin LUCAS, « Le jeu de pouvoir local sous le Directoire », dans *Les pratiques politiques en province à l'époque de la Révolution française*, Montpellier, Université Paul-Valéry, 1988, p. 281-296.

(52) Brian FITZPATRICK, *op. cit.*, p. 49 ; Axel DRÖBER, « La garde nationale lyonnaise sous la Restauration. Les réinventions d'une institution révolutionnaire », *Sonderdruck aus Francia. Forschungen zur Westeuropäischen Geschichte*, 44, 2017, p. 165-188.

(53) Gwynne LEWIS, *The second Vendée*, *op. cit.*, p. 190.

(54) Ernest DAUDET, *La Terreur blanche*, *op. cit.*, p. 286 ; Robert ALEXANDER, *Re-writing...*, *op. cit.*, p. 45-47.

(55) AD Haute-Garonne, 1M320, rapport du commissaire Général de Police du Département de la Haute Garonne (Savy-Gardeilh) au préfet Limayrac, 4 août 1815.

(56) Jean Baptiste Auguste D'ALDÉGUIER, *Histoire de la ville de Toulouse*, Toulouse, Paya, 1834, Tome IV, p. 628. « Le comte de Rémusat, ancien chambellan de l'empereur, devenait préfet de la Haute-Garonne. Un favori de Napoléon à Toulouse ! ».



armes et le droit de défilé comme troupes régulières »⁵⁷. Ils réitérèrent sans plus de succès leurs demandes le lendemain auprès du général Ramel, tandis que se répandirent des rumeurs annonçant leur dissolution. Le 12 août, un attroupement se forma sous la fenêtre de Malaret au cri de *À bas la girouette* et « une foule de peuple » menaça d'enfoncer les portes « pour s'emparer de sa personne »⁵⁸. Après la « visite » des *verdets*, Malaret démissionna et s'enfuit de la ville. La cible suivante fut le général Ramel. Des foules royalistes se rassemblèrent en face de son hôtel, place des Carmes, le 15 août, et s'en prirent au général aux cris de *Vive le Roi, à bas Ramel*, le blessant grièvement d'un coup de pistolet⁵⁹. Quelques heures plus tard, alors qu'il était alité, un groupe de *verdets* acheva leur œuvre avec la complicité des autorités locales. Il n'est pas anodin que la Terreur blanche toulousaine fit sa seule victime autour du conflit sur le contrôle et le financement des milices royalistes.

L'assassinat de Ramel adressait un message clair aux autorités. Les six compagnies secrètes furent finalement incorporées dans la Garde nationale. Elles en formaient le cinquième bataillon – composé exclusivement des *verdets* – préservant leur autonomie, leurs uniformes et leurs chefs⁶⁰.

La ville de Toulouse ne constitue pas une exception, et on trouve dans cette région de nombreux exemples de débordements des milices royalistes. Le sous-préfet Comte de Chazelles organisa à Muret des gardes nationales secrètes à la veille des Cent-Jours. En vertu « d'ordres secrets » des associations royalistes, il créa deux compagnies destinées à marcher sur Toulouse dans la nuit du 18 juillet « pour hâter dans ces contrées le moment de la Restauration »⁶¹. Le drapeau blanc fut cependant arboré dès le 17 et les compagnies furent mises en service pour maintenir l'ordre et exécuter les mesures de police. Quelques jours plus tard, les miliciens commencèrent à donner des signes d'insubordination et à « venger leurs querelles particulières, sous le masque de l'intérêt public »⁶². Ils se disaient « affiliés à des compagnies secrètes et régis par des ordres particuliers »,

(57) Louis EYDOUX, *L'assassinat du général Ramel à Toulouse en 1815*, Toulouse, Imprimerie Lagarde et Sébille, 1905, p. 14-15 ; Ernest DAUDET, *La terreur blanche*, *op. cit.*, p. 289.

(58) AD Haute-Garonne, 1M320, rapport du commissaire général de Police au préfet, 13 août 1815 ; Louis EYDOUX, *op. cit.*, p. 10.

(59) Louis DE SANTI, « Un chapitre inconnu de l'affaire Ramel », *Revue Historique de Toulouse*, 1936-4, p. 225-237 ; Robert ALEXANDER, *Re-Writing*, *op. cit.*, p. 47 ; AD Haute-Garonne, U620 (procédure judiciaire de l'affaire Ramel).

(60) Sur les excès du 5^e bataillon AD Haute-Garonne, 1M316, lettre d'Emmanuel Arthaud au comte de Ricard, commandant de la 10^e division militaire, 12 octobre 1815.

(61) *Ibidem*, Le comte de Chazelles au préfet Rémusat, 8 septembre 1815.

(62) AD Haute-Garonne, 4R5, Procès-verbal de dissolution de deux compagnies de garde nationale secrètement organisées à Muret, lettre de de Chazelles au préfet Limayrac, 8 août 1815.

méconnaissaient l'autorité du préfet et « annonçaient hautement que le chef administratif n'est qu'un dans la localité, et qu'ils lui opposeront, s'il le faut, le nombre et les armes ».

L'arrondissement de Muret avait été « le dernier du Département à quitter la cocarde blanche » et « le premier à la rependre », et il semble que ce sentiment royaliste s'ancrait dans le refus populaire de la fiscalité et de la conscription de l'Empire⁶³. En effet, le mot d'ordre des compagnies était « guerre aux places, guerre au Receveur, guerre au percepteur, guerre aux employés de toutes les classes »⁶⁴. Le sous-préfet essaya, sans succès, de rétablir la discipline et un détachement de la garde nationale profita de son absence pour s'introduire à main armée dans le tribunal et la sous-préfecture, et saisir des armes et des cartouches qui y étaient entreposées. Au retour de Chazelles, les autorités locales ne lui rendirent pas compte des exactions ni du saccage de son domicile. Impuissant, il s'adressa au préfet pour demander la dissolution des deux compagnies de la garde nationale.

Parmi les responsables des troubles, on signala le sergent Dubois (tourneur de chaises) et le capitaine Robert Bayard, « jacobin effréné de 1793, qui, sous la couleur Royale aujourd'hui observe le même système de terreur et de réaction dont il usa autrefois pour faire contribuer les nobles, les riches et les prêtres »⁶⁵. L'assimilation des terroristes blancs de 1815 aux sans-culottes de 1793 est alors un cliché très répandu, qui semble vérifié dans le cas de Bayard : il figure en effet comme membre du Comité de surveillance de Muret dans les archives de la période révolutionnaire⁶⁶. Ceux-là même qui prirent sa défense au lendemain des exactions de l'été 1815 reconnurent d'ailleurs ses activités révolutionnaires, en justifiant son ralliement ultérieur à la bannière royaliste :

« Il ne fit du mal à personne [pendant la Révolution] (...) [mais lorsqu'il vit] le fantôme qu'il prenait pour la liberté disparaître à l'avènement de Buonaparte, il se rangea du côté des Royalistes et ne les a plus quittés »⁶⁷.

À l'instar du parcours post-révolutionnaire du capitaine muretain, nombre de militants révolutionnaires déçus avaient ainsi pu trouver dans

(63) AD Haute-Garonne, 1M316, lettre du vicomte de Marin, inspecteur des Gardes nationales de l'arrondissement de la Haute Garonne, 31 juillet 1815.

(64) *Ibid.*, Le comte de Chazelles au préfet Rémusat, 8 septembre 1815.

(65) *Ibid.*, Extrait des renseignements fournis sur la Garde Nationale de Muret, sans date.

(66) AD Haute-Garonne, 1L385, 1793, An III sûreté publique. Détenus et suspects. Dossiers individuels, 79-80. Bayard (Robert) cadet, membre du Comité de surveillance de Muret.

(67) AD Haute-Garonne, 1M316, lettre au préfet Rémusat, 2 décembre 1815.



la mobilisation et la violence ultraroyaliste un moyen de marquer le rejet d'une décennie de politique impériale dans le pays toulousain.

Les volontaires royalistes de Madrid (1823-1833)

*¡Viva el Rey absoluto y mueran los negros!*⁶⁸

Acteur décisif de la Restauration méridionale, le duc d'Angoulême fut également l'un des protagonistes des événements de 1823 en Espagne. Le prince commanda l'armée auxiliaire envoyée par la Sainte-Alliance pour renverser le gouvernement constitutionnel du Triennat libéral. Mais alors que l'armée française avait pour objet l'instauration d'un régime « modéré » inspiré par la Charte, les guérillas royalistes espagnoles combattaient pour l'extermination des libéraux et le rétablissement de l'Inquisition. Ces tensions entre les troupes françaises, les bandes espagnoles, le gouvernement provisoire de la Régence et les autorités locales entraînent une situation de chaos et de vide institutionnel. Comme dans la France de 1815, la Régence nomma des commissaires extraordinaires pour rétablir les bases du contrôle territorial au fur et à mesure que la Restauration était reconnue progressivement sur le terrain. Mais l'autorité de ces *comisionados regios* fut souvent contestée par les réseaux de pouvoir locaux et les corps juridictionnels traditionnels. Les autorités rétablies hésitaient entre refréner et tolérer la vague de violence antirévolutionnaire qui frappait les localités « libérées », où les attroupements populaires et les bandes royalistes massacraient les individus suspects de sympathiser avec le libéralisme⁶⁹. Devant la faiblesse des structures administratives, débordées « par en bas », les prisons furent assaillies pour tuer les détenus politiques, tandis que les libéraux et leurs familles furent attaqués, et leurs biens saccagés ou confisqués⁷⁰. C'est dans ce contexte de guerre civile et d'effondrement institutionnel que les municipalités commencèrent spontanément à recruter les premières compagnies de volontaires royalistes. Comme en France et à Naples, les royalistes ne pouvaient pas compter sur les troupes de ligne pour mettre en œuvre la Restauration, tandis que la dépendance à l'égard de l'armée française supposait un risque pour l'autonomie politique. La colonne vertébrale du nouvel État serait les troupes irrégulières qui depuis

(68) « Vive le Roi absolu et mort aux *noirs* [libéraux] », devise ultraroyaliste.

(69) Archivo Histórico Nacional de Madrid [AHN], Consejos, legs. 12.271 et 12.272, Superintendencia de Vigilancia Pública, 1823.

(70) Jean SARRAILH, *La Contre-Révolution sous la Régence de Madrid (mai-octobre 1823)*, Ligugé, Impr. E. Aubin et fils, 1930.

1821 avaient combattu le gouvernement libéral en menant une guerre de guérilla intermittente et localisée. La prolifération de bandes royalistes répondait à des causes sociales diverses, comme la résistance paysanne aux réformes économiques et fiscales du Triennat libéral, la politisation du brigandage, la crise économique des campagnes et les réseaux clientélares de la société rurale⁷¹. Ces guérillas formèrent une « armée de la foi » (*Ejército de la Fe*) dont le nom nous rappelle l'*Esercito della Santa Fede* du cardinal Ruffo, évocation d'une croisade renouvelée où les libéraux deviendraient les infidèles à combattre.

Les volontaires royalistes traduisaient l'institutionnalisation de ces bandes pour prolonger et encadrer la mobilisation populaire. L'appel au peuple (déjà expérimenté en 1808) cessa d'être une ressource exceptionnelle pour devenir permanente. Pour répondre à la faillite fiscale qui empêchait la formation d'une nouvelle armée, les volontaires furent financés par les municipalités. Les autorités absolutistes provisoires publièrent un règlement le 14 mai 1823 pour commencer à unifier les initiatives locales⁷². Les volontaires royalistes étaient bien conçus à l'image de la Milice nationale libérale, à une différence cruciale près : la suppression des restrictions sociales pour l'enrôlement. Tandis que la Milice avait été dominée par les propriétaires, les classes moyennes, les commerçants et les artisans bien établis, les volontaires se recrutaient parmi les ouvriers, les salariés et les artisans prolétarisés. Dans le cas de Madrid, 21,3 % des volontaires étaient des salariés et 34 % des artisans, parmi lesquels les compagnons (31,1 %) étaient beaucoup plus nombreux que les maîtres (2,9 %). Les métiers les plus fréquents étaient les plus représentatifs du monde du travail madrilène : cordonniers, menuisiers, tailleurs, selliers, forgerons, maçons, serruriers, peintres... mais surtout des *jornaleros*, salariés qui exerçaient toutes sortes de travaux pour survivre⁷³.

La composition prolétarisée des volontaires réveilla la panique sociale des propriétaires et des classes moyennes. Les « sujets décents » s'écriaient qu'« armer le peuple » était une mesure « incompatible avec la monarchie absolue » et caractéristique des régimes républicains, puisqu'on

(71) Ramón ARNABAT, *Visca el rei i la religió ! La primera guerra civil de la Catalunya contemporània (1820-1823)*, Pagès, 2006.

(72) Gonzalo BUTRÓN PRIDA, « Pueblo y élites en la crisis del absolutismo : los Voluntarios Realistas », *Spagna Contemporánea*, 25, 2004, p. 1-20 ; Pedro RÚJULA, *Contrarrevolución. Realismo y Carlismo en Aragón y el Maestrazgo, 1820-1840*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza, 1998, p. 94-124.

(73) Juan Sisinio PÉREZ GARZÓN, « Absolutismo y clases sociales ; los Voluntarios Realistas de Madrid (1823-1833) », *Anales del Instituto de Estudios Madrileños*, XV, 1978, p. 295-310.



donnait au peuple le pouvoir d'« imposer la Loi au Roi »⁷⁴. Les craintes des élites madrilènes n'étaient pas infondées. Les volontaires harcelaient les libéraux, mais aussi ceux qui s'habillaient à la mode française, portaient une redingote ou participaient aux nouveaux espaces de sociabilité fréquentés par les classes moyennes ascendantes, comme les cafés et les *tertulias*⁷⁵.

S'enclencha alors une dynamique de violence punitive et purificatrice ciblant les riches, les propriétaires, les boulangers, les spéculateurs et l'ensemble des « ennemis du peuple » identifiés avec les *negros* (libéraux), comme c'était le cas des *giacobini* à Naples et des *castagniers* (bonapartistes) dans le Midi. Lors de la hausse du prix du pain en 1825, on dit que « c'est la faute des *negros* parce que la plupart d'entre eux sont riches, ils ont accaparé beaucoup de blé et ils veulent le vendre cher pour gêner les royalistes »⁷⁶. « Dans les quartiers populaires et chez les personnes ignorantes – comme le rapporte un indicateur de la police secrète – on entend dire qu'il y aura un égorgement général des *negros* » à cause de la cherté de la vie⁷⁷.

La violence atteint son sommet le 16 juin 1825. L'épisode est précédé par le fait fortuit d'une intoxication alimentaire subie par quelques volontaires royalistes. La rumeur signala les *negros* et les autorités modérées comme responsables de leur empoisonnement⁷⁸. Des groupes de volontaires armés se sont lancés contre des commerces, des magasins et des cafés, traitant les propriétaires de *negros*. Parmi les victimes, on trouve des marchands, des épiciers, des *caballeros* (messieurs), des maîtres artisans, des médecins ou des chirurgiens.

La panique s'empara, les jours suivants, des négociants et les bourgeois madrilènes, qui interprétèrent l'émeute comme « une incursion contre le Commerce de cette capital »⁷⁹. Certains d'entre eux quittèrent la ville pour « prendre leurs capitaux et s'enfuir en France, où on jouit d'une sécurité et d'une protection, pour n'être plus exposés à être dépouillés par cette foule d'hommes armés et femmes grossières [*mugerzuelas*] »⁸⁰.

(74) AHN, Consejos, leg. 12.312, rapport du 18 juin 1825 et AHN, Consejos, leg. 52.344, rapport du 7 octobre 1825, *celador* 3.

(75) Álvaro PARÍS MARTÍN, « Los voluntarios realistas de Madrid : politización popular y violencia contrarrevolucionaria (1823-1833) », dans Pedro RÚJULA et Francisco Javier RAMÓN, *El desafío de la revolución, op. cit.*, p. 89-106.

(76) AHN, Consejos, leg. 12.335, rapport du 10 décembre 1825, *celador* 8.

(77) AHN, Consejos, leg. 12.314, rapport du 27 avril 1827, *celador* 8.

(78) Álvaro PARÍS MARTÍN, « *Se susurra en los barrios bajos* » : *policía, opinión y política popular en Madrid : 1825-1827*, Thèse de doctorat, Universidad Autónoma de Madrid, 2016.

(79) AHN, Consejos, leg. 12.312, rapport du 20 juin 1825, *celador* 2.

(80) *Ibid.*, rapport du 23 juin 1825, *celador* 2.

L'exclusion des *negros* de la communauté légitimait l'emploi de la violence contre eux, comme s'ils étaient des hérétiques (juifs, protestants ou sarrasins)⁸¹. Dans la construction de l'image de l'ennemi, les aspects politiques et religieux se confondaient dans la figure de l'Autre. Les milices étaient l'expression ultime de cette violence antirévolutionnaire purificatrice, dans un contexte dans lequel la mémoire des affrontements passés enflammait les esprits, animait les vengeances en nourrissant la guerre civile⁸².

Les sorties de la Terreur

Pendant les épisodes de la Terreur blanche, les couches populaires et les bandes royalistes ont déclenché une vraie « chasse à l'homme » contre les *giacobini*, les *castagniers* et les *negros*. La persécution « par en bas » déborda une répression officielle qui, au travers de commissions militaires et de tribunaux d'exception, multipliait à son tour les arrestations arbitraires et les exécutions publiques.

Les récits sur la Terreur blanche reproduisent des images de chaos et d'anarchie populaire qui répondent largement à une construction stéréotypée. Les témoins mobilisent un répertoire commun et presque canonique pour décrire le « monde à l'envers », le paroxysme des « paniques morales » de la société respectable. À Naples, « la ville entière n'offrait qu'un vaste spectacle de pillages et incendies » et « tout le monde craignait la mort aux mains de la plèbe enragée »⁸³. À Madrid « les prolétaires souhaitaient une révolution pour s'enrichir et voulaient allumer les bûchers de l'Inquisition pour partager les biens des prisonniers »⁸⁴. Les célèbres Trestailons et Quatretailons, chefs des miquelets de Nîmes et Uzès, auraient été surnommés ainsi en raison de leur habitude de couper leurs victimes en trois (voir quatre) morceaux. Les descriptions du massacre des Mamelouks à

(81) Jean-Philippe LUIS, « La représentation antirévolutionnaire du monde : le cas espagnol (1808-1833) », *Siècles*, 43, 2016, § 18-22.

(82) Si la mémoire de 1793 et des guerres de religion restait vivante dans le Midi, en Espagne les affrontements entre libéraux et royalistes étaient interprétés à travers les expériences de la guerre de l'Indépendance.

(83) Vincenzo CUOCO, *Saggio storico*, *op. cit.*, p. 81 et Pietro Abondio DRUSCO, *Anarchia popolare*, *op. cit.*, p. 23.

(84) Estalislao de Kostka BAYO, *Historia de la vida y reinado de Fernando VII*, Madrid, Repullés, 1842, vol. 3, p. 250.



Marseille et de l'assassinat du maréchal Brune à Avignon – dont le cadavre fut traîné par terre et jeté au Rhône – sont aussi des exemples bien connus⁸⁵.

Les images de massacres et de corps mutilés, arrivent à leur paroxysme avec les récits d'anthropophagie. D'après un épisode raconté par De Nicola et reproduit par beaucoup d'historiens, « tandis que les corps de deux Jacobins brûlaient, le peuple furieux détachait des morceaux de chair grillée et les mangeait, en se les offrant les uns les autres même aux enfants »⁸⁶. On est face à l'image d'un peuple déshumanisé qu'on trouve aussi dans d'autres contextes historiques⁸⁷. Au-delà des récits de chaos, pillages et ravages, il est pertinent de se demander ce qui s'est passé du point de vue des couches populaires. L'anthropologue Domenico Scafoglio, en référence aux neuf jours de la première « anarchie populaire » à Naples, soutient que :

« Pendant la crise provoquée par la "trahison" du roi et l'écroulement de la monarchie, la plèbe avait pris possession de la ville et l'avait dirigée [...] ; elle avait identifié dans les classes riches ses vrais ennemis ; elle avait coupé l'ancien lien idéologique et affectif avec le roi-père ; elle avait menacé d'effectuer une expropriation des maisons qui n'aurait même pas épargné les appartements royaux ; elle s'était laissé enfin massacrer par les Français, non pas en défense du roi mais pour elle-même »⁸⁸.

Pour les secteurs royalistes modérés qui voulaient la réconciliation et l'oubli du passé, le péché originel de la restauration avait été la décision d'armer le peuple. Les habitants des quartiers populaires étaient les maîtres de la rue et, face aux lenteurs des tribunaux ordinaires, « les vengeances particulières, outrées par le silence et l'action des lois, s'exerçaient comme par droit de nature »⁸⁹. La légitimité de cette justice punitive s'ancrait dans la communauté populaire d'Ancien Régime, à travers la notion

(85) Vincent DENIS et Mathieu GRENET, « Armée et (dés)ordre urbain pendant les Cent-Jours à Marseille : le "massacre des Mamelouks" en juin 1815 », *Revue Historique des Armées*, n° 283, 2016, p. 25-37.

(86) Carlo DE NICOLA, *Diario napoletano*, op. cit., p. 224. Voir aussi Pietro COLLETTA, *Storia del reame*, op. cit. p. 327 ; Nello RONGA, *Il 1799*, op. cit., p. 185-186.

(87) Nicolas CADET, *Honneur et violences de guerre au temps de Napoléon. La campagne de Calabre*, Paris, Vendémiaire, 2015, p. 310. Alain CORBIN, *Le village des cannibales*, Paris, Flammarion, 1995.

(88) Domenico SCAFOGLIO, *Lazzari e giacobini : cultura popolare e rivoluzione a Napoli nel 1799*, L'Ancora, 1999, p. 51.

(89) Stephen CLAY, « Justice, vengeance et passé révolutionnaire : les crimes de la Terreur blanche », *AHRF*, 350, 2007-4, p. 118.

d'économie morale et le rôle des milices locales traditionnelles⁹⁰. Bien que la plupart des historiens interprètent la Terreur blanche comme un résultat de la manipulation des élites, Pierre Triomphe signale que « les classes populaires poursuivent leurs propres finalités tout au long de la crise » et disposent de « leurs centres autonomes de politisation »⁹¹. À côté des rapports verticaux et hiérarchiques, le royalisme populaire déployait des « lignes horizontales » qui perturbaient « l'influence du sommet sur la base »⁹². Cette autonomie relative inquiétait les élites royalistes qui souhaitaient reprendre le contrôle de la situation, encadrer les couches populaires et canaliser la violence. Un des instruments essentiels à cette fin – permettant aux élites d'exercer « une forme de patronage sur leurs turbulents auxiliaires populaires » – était justement les milices et Gardes nationales.

Si la mobilisation populaire armée avait été un élément fondamental pour les restaurations, une fois ces dernières accomplies, elle devenait un obstacle à la normalisation des nouveaux régimes. Après la consolidation de la restauration et la période d'exceptionnalité, l'État devait retrouver le contrôle de la rue, mettre fin aux vengeances particulières et encadrer (voire institutionnaliser) la violence et la répression. Pour sortir de la situation de Terreur blanche, un État faible et en voie de reconstruction devait négocier avec les bandes armées et les élites ultraroyalistes qui les soutenaient. Le rétablissement de la justice ordinaire, la confiance collective à l'égard des tribunaux et le monopole étatique de la violence légitime, exigeaient une transaction avec les acteurs des violences populaires.

Le premier élément de cette négociation était l'intégration des éléments populaires mobilisés au sein des nouvelles forces de l'ordre. À Naples, les patrouilles organisées par les *unioni* furent institutionnalisées et chargées du maintien de la surveillance urbaine. Un décret royal d'octobre 1799 sanctionna leur rôle « jusqu'à l'arrivée d'autres troupes de ligne et la formation de la milice urbaine »⁹³. La patrouille organisée par l'*unione* de Salvatore Bruno était une des plus visibles, comme en témoigne sa présence quotidienne dans les sources primaires⁹⁴.

(90) Cette idée de la justice populaire punitive est évoquée par Roger DUPUY, *La politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002 et William BEIK, *Urban Protest in Seventeenth-Century France : The Culture of Retribution*. Cambridge CUP, 1997.

(91) Pierre TRIOMPHE, « Les sorties de la "Terreur blanche" dans le Midi », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 49, 2014, p. 57 et ID., 1815 : *La Terreur blanche*, op. cit., p. 174.

(92) ID., 1815 : *La Terreur blanche*, op. cit., p. 209.

(93) ASN, Polizia Generale, 131, exp. 10, 8 octobre 1799.

(94) Par exemple, ASN, Esteri, 3595, rapport du 11 octobre 1799.



Les conflits entre les rondes des *subinspettore di polizia* et les *pattuglie realisti* étaient constants. Le directeur de la police Antonio della Rossa, décrit dans ses rapports une situation d'« anarchie » où « les lois et les magistrats n'étaient pas reconnus », où « tout respirait violence, férocité et rapine »⁹⁵. D'après le Capitaine Général du Royaume : « le peuple habitué au pillage, l'assassinat et l'indépendance, ne veut se soumettre à aucun joug », de sorte qu'il était plus dangereux que l'ennemi républicain⁹⁶. Dans ce contexte, Antonio della Rossa fut investi d'une mission « restauratrice » et « pacificatrice », visant à désarmer les patrouilles royalistes et intégrer ses hommes dans une nouvelle milice urbaine.

Pour réussir, della Rossa devait agir avec patience et tact, parce qu'il risquait de provoquer une émeute populaire. Le 29 septembre 1799, il décrivait la stratégie qu'il avait suivi « pour ne pas donner au peuple un coup abrupt et violent » :

« Les manœuvres pratiquées pour dissoudre les sociétés royalistes ont produit de bons effets. On a cru raisonnable de permettre leurs patrouilles à côté de celles des militaires, pour ne montrer aucune méfiance, au moins jusqu'à l'arrivée de nouvelles troupes et jusqu'à ce que la milice urbaine soit formée »⁹⁷.

La condition pour mettre fin aux violences était de négocier avec les bandes irrégulières et les rendre « partenaires » de l'ordre urbain. L'étape suivante était l'intégration des patrouilles dans la nouvelle *Milizia Urbana*. À partir de septembre 1800, les principaux meneurs royalistes – Salvatore Bruno, Luigi Brandi ou Michelangelo Sala – devinrent commandants de la *Milizia*⁹⁸.

Aussi dans le Midi de la France, les bandes armées furent intégrées progressivement dans la Garde nationale tout en préservant leur autonomie. À partir de l'automne 1815, le défi du gouvernement central fut de reprendre le contrôle des milices qui étaient restées aux mains des ultras. Dans le département du Gard, la manœuvre fut dirigée par le nouveau ministre

(95) ASN, Esteri, 3576, rapport d'Antonio della Rossa à Emmanuele Parisi, 26 octobre 1799, cité dans Anna Maria RAO, « Ordine e anarchia : Napoli nel 1799-1800 », dans Livio ANTONIELLI et Claudio DONATI (dir.), *Corpi armati e ordine pubblico in Italia (XVI-XIX sec.)*, Soveria Mannelli, Rubbettino Editore, 2003, p. 255.

(96) Cité dans Giorgia ALESSI, *Giustizia e polizia. Il controllo di una capitale, Napoli 1779-1803*, Napoli, Jovene, 1992, p. 134.

(97) ASN, Esteri, 3595, lettre d'Antonio della Rossa à Emmanuele Parisi, 29 septembre 1799.

(98) ASN, Esteri, 3595, rapports du 2 décembre 1800 et du 11 décembre 1800 ; Luca Di MAURO, « Le rôle de la populace... », art. cit., p. 18.

de la police, Decazes, et le préfet Jouques. Pendant une manifestation contre la réouverture d'un temple protestant à Nîmes en novembre 1815, un sergent de la Garde nationale et ancien miquelet tenta d'assassiner le général Lagarde, commandant de la garnison⁹⁹. L'incident fut utilisé pour justifier une purge dans la milice et des mesures contre les « incontrôlés ». Plusieurs compagnies irrégulières furent dissoutes et les responsables les plus visibles des violences ultras furent désarmés, expulsés et jugés. Tout comme un peu plus tard à Madrid, on introduisit des restrictions sociales pour empêcher l'enrôlement des prolétaires, en établissant une limite minimum de 20 francs annuels de contribution pour s'enrôler dans le Garde nationale. En effet, la présence de salariés, journaliers et domestiques était signalée comme cause des désordres. Cependant, malgré l'ordonnance qui excluait les travailleurs de la milice nîmoise, les élites protestantes et les autorités centrales continuaient à dénoncer sa composition populaire, remarquant que :

« Les balayeurs de rue, les crocheteurs, les domestiques à gages ne payant aucune contribution sont restés armés. Les riches propriétaires et négociants sont désarmés et exclus de la garde »¹⁰⁰.

Parfois les protestants riches étaient forcés à payer une « substitution » pour chaque jour de service, de sorte que les travailleurs catholiques – souvent trop pauvres pour satisfaire à l'exigence de 20 francs de contribution annuelle – obtenaient un uniforme gratuit et même une solde :

« Soumettant les riches habitants qui en sont exclus, c'est-à-dire les patriotes protestants, à une imposition extraordinaire, les élites royalistes utilisent une partie de ces sommes pour payer les services des prolétaires qui y sont intégrés »¹⁰¹.

À Toulouse, où les *verdets* exigeaient aussi des « contributions » des gens aisés pour se financer, le préfet Rémusat avait reçu des ordres de Decazes pour « détruire toutes les associations secrètes » et dissoudre le 5^e bataillon¹⁰². Dans ses mémoires, le fils du préfet décrivait les *verdets*

(99) Brian FITZPATRICK, *Catholic Royalism*, *op. cit.*, p. 43.

(100) *Ibid.*, p. 47.

(101) Pierre TRIOMPHE, « Les sorties de la Terreur blanche », *art. cit.*, p. 61.

(102) AD Haute-Garonne, 1M317, lettre de Decazes à Rémusat, 11 décembre 1815. Charles de RÉMUSAT, *Correspondance de M. de Rémusat pendant les premières années de la Restauration*, Paris, Calmann Lévy, 1883, p. 157 (11 décembre 1815).



comme « une compagnie franche et occulte, une bande de sbires commandés par des séides, exerçant une police spontanée, pratiquant sous le moindre prétexte des arrestations et des visites »¹⁰³. Cependant, Rémusat était soumis à la double pression des ultras et du gouvernement central. Comme della Rossa, il manœuvra en « sous-main » et il prit finalement une décision intermédiaire, ordonnant l'intégration des *verdets* dans les quatre bataillons réguliers de la Garde nationale « à raison de deux compagnies pour chacun des deux premiers, et d'une compagnie pour chacun des deux derniers »¹⁰⁴. Le préfet essaya de mettre fin à l'autonomie des *verdets*, précisant que les officiers et les soldats incorporés devaient se soumettre « aux ordres immédiats des chefs de ces bataillons » et « ne pourront sous aucun prétexte s'écarter de la règle générale qui prohibe à toute portion de la force armée d'agir sans l'ordre formel du chef supérieur ». Par ailleurs, ils « ne pourront porter d'autre uniforme que celui de ladite Garde nationale ». Les *verdets* devaient renoncer à leurs habits verts pour porter l'uniforme bleu de la Garde nationale toulousaine.

La question des tenues entraîna d'innombrables conflits et Madame de Rémusat raconte dans sa correspondance les efforts de son mari pour « faire habiller nos verts en bleu ». « Cette différence de couleurs échauffe les uns contre les autres, et excite des rixes dans la ville »¹⁰⁵. La controverse cristallisait la question de l'autonomie d'une milice populaire jugée dangereuse et indocile par les élites urbaines, aux mains des sociétés royalistes. Selon madame de Rémusat, « une partie de la Garde nationale [était] en révolte ouverte, s'habillant autrement que l'autre, payée par la noblesse et obéissant à un chef à demi caché ». Une indiscipline qui se muait en dangerosité sociale, dans un contexte de montée inquiétante du chômage : « une grande population n'ayant rien à faire ; la disette de cette année faisant beaucoup de misérables, et ces misérables enrôlés par les associations, armés et habillés de vert »¹⁰⁶.

Finalement, les *verdets* acceptèrent leur intégration dans la Garde nationale tout en réclamant la dénomination propre d'*Éclaireurs Royaux de la Garde Urbaine* afin de reconnaître « leur dévouement primitif »¹⁰⁷. Le ministre de l'Intérieur Vienot de Vaublanc manifesta au préfet Remusat son opposition à l'incorporation, critiquant la « condescendance » du magistrat

(103) Charles de RÉMUSAT, *Mémoires de ma vie*, Paris, Plon, 1958, t I, p. 226.

(104) AD Haute-Garonne, 4R9, arrêté du préfet Rémusat, 30 novembre 1815.

(105) *Correspondance de M. de Rémusat*, p. 157-158 (11 décembre 1815).

(106) *Ibidem*, p. 240-241. Voir aussi Ernest DAUDET, *La Terreur blanche, op. cit.*, p. 282-283.

(107) AD Haute-Garonne, 1M317, Adresse présentée au Duc d'Angoulême par les officiers des Compagnies des Royaux secrets, janvier 1816.

face à la « sédition » et en lui conseillant « une attitude imposante et ferme »¹⁰⁸. Trois mois plus tard, le ministre lui demanda encore des explications parce que « les anciennes compagnies dites secrètes de Toulouse ne pourront être considérées comme dissoutes »¹⁰⁹. La reprise en main de forces sociales libérées par la Restauration fut le résultat d'un long processus de négociation et de compromis entre l'État, les autorités locales, les élites royalistes et les classes populaires armées.

En Espagne, de multiples conflits eurent lieu à l'occasion de la publication d'une série d'ordonnances visant à réguler le fonctionnement des volontaires royalistes. Le premier règlement, en mai 1823, n'introduisait aucune restriction sociale au recrutement, de sorte que l'uniforme était financé par la municipalité. Les royalistes « modérés » essayèrent bientôt d'introduire des limites pour construire une milice de « chefs de famille » avec « quelque chose à défendre »¹¹⁰. Le deuxième règlement – publié en février 1824, pendant une période de domination des royalistes « modérés » au gouvernement – essayait de « discipliner » les corps et d'expulser les salariés ainsi que « tous ceux qui ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins »¹¹¹. Le règlement ne fut pourtant jamais appliqué. Chaque tentative de réforme se heurta aux résistances des volontaires royalistes, qui menaçaient de s'y opposer par la violence. « Mieux vaut mourir les armes à la main – s'écriaient-ils sur les places publiques – qu'accepter la moindre innovation »¹¹². Il fallut attendre la mort de Ferdinand VII et le début de la guerre civile en 1833 pour procéder au désarmement des volontaires madrilènes. La mesure donna lieu à des émeutes dans les quartiers populaires, et les affrontements de rue avec la police firent douze morts¹¹³.

Les milices royalistes constituent une pièce essentielle pour l'émergence de répertoires d'action collective qui ont forgé la relation des classes populaires avec la politique. Dépasant la dichotomie de Contre-Révolution et antirévolution, elles dévoilent l'articulation complexe entre les élites et les forces populaires, entre les demandes politiques et la subsistance

(108) AD Haute-Garonne, 1M316, le Ministre Secrétaire d'État de l'Intérieur à Rémusat, le 13 décembre 1815.

(109) AD Haute-Garonne, 1M317, le Ministre Secrétaire d'État de l'Intérieur à Rémusat, le 5 mars 1816.

(110) Álvaro PARÍS MARTÍN, « *Se susurra en los barrios bajos* », art. cit., p. 249-275.

(111) Juan Sisínio PÉREZ GARZÓN, « Absolutismo y clases sociales » art. cit., p. 305.

(112) AHN, Consejos, leg. 12 312, rapport n° 214 du 27 juin 1825, *celador* 2.

(113) *Fastos españoles o efemérides de la guerra civil desde octubre de 1832*, Madrid, Imprenta Ignacio Boix, 1839, p. 755-758, 27 et 28 octobre 1833.



matérielle, entre la verticalité hiérarchique et les liens horizontaux. Les meneurs comme Trestailons, les officiers des volontaires royalistes ou les *capi* napolitaines connectaient, en bons « passeurs », les sociétés secrètes royalistes et les conspirations nobiliaires avec les réseaux de sociabilité des quartiers.

En ouvrant la boîte de Pandore de l'armement populaire, les régimes monarchiques ont survécu et se sont rétablis avec une énergie renouvelée. Cela a néanmoins déclenché des contradictions sociales inédites. La formation de bandes armées pendant une période de crise économique, de chômage généralisé et de prolétarianisation de l'artisanat, a donné lieu à une dynamique sociale explosive. Le peuple royaliste ne s'est pas borné à restaurer la situation antérieure et à revenir à la normalité, puisque la possibilité même de cette normalité avait disparu face à l'incertitude des horizons économiques et à l'expérience traumatique de la guerre.

Prendre les armes dans un contexte de guerre civile signifiait prendre parti, et participer à la construction de la figure de l'ennemi comme un Autre extérieur à la communauté et dépourvu d'humanité. Les couches populaires furent capables de traduire et de s'approprier de nouveaux discours politiques issus de la rupture révolutionnaire et de l'effondrement de la monarchie, à partir de leurs expériences quotidiennes et leurs répertoires d'action collective. Derrière l'hostilité à l'égard des élites patriotes, qu'elles soient marchands-fabricants protestants de Nîmes, commerçants madrilènes identifiés comme libéraux ou *galantuomini* napolitains, se cachent, pour reprendre les termes de Pierre Triomphe, « une haine de classe et le refus d'une modernité économique perçue comme menaçante »¹¹⁴.

Les milices contribuèrent en outre à conférer aux couches populaires un rôle central dans la vie quotidienne, qui pouvait être utilisé pour attaquer les élites ou défendre les intérêts du peuple face aux spéculateurs. Pour reprendre le monopole de la violence légitime, les États restaurés ont été contraints de négocier l'incorporation des travailleurs aux forces de l'ordre, en leur payant une solde tout en tolérant un certain degré d'impunité. Rouage d'un mécanisme de pacification et de redistribution des ressources, les milices ont ainsi constitué une alternative à la violence et aux pillages de la Terreur blanche.

Le peuple royaliste n'a pas cherché à transformer les rapports sociaux. Le déploiement de l'action directe visait une quête de respectabilité en direction des autorités et des élites, et poursuivait la punition de ses ennemis.

(114) Pierre TRIOMPHE, « Les sorties de la "Terreur blanche" », art. cit., p. 56.

Il a profité de l'ébranlement des institutions pour négocier sa participation au conflit civil en échange de rétributions concrètes¹¹⁵. Dès lors, il n'est plus question de chercher à caractériser les convictions royalistes du peuple en termes de « sincères » ou d'« instrumentales », mais bien de faire ressurgir une notion de la politique inscrite dans la quotidienneté et de multiples enjeux matériels.

Álvaro PARÍS MARTÍN
Département d'Histoire Moderne et Contemporaine
Université de Saragosse
7 rue San Juan Bosco, 50009, Saragosse (Espagne)
a.parismartin@gmail.com

(115) Marcela ECHEVERRI, *Indian and Slave Royalists in the Age of Revolution Reform, Revolution, and Royalism in the Northern Andes, 1780-1825*, Cambridge, CUP, 2016.